

ARRÊTÉ MUNICIPAL N° 008 - 2022
DE LA COMMUNE DE MONTREVEL-EN-BRESSE

**Arrêté de voirie temporaire d'intervention
réglementant la circulation sur le territoire de la
commune - Entreprise AB RESEAUX**

Le Maire de la Commune de Montrevel-en-Bresse,

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée par plusieurs textes et notamment par la loi 96-142 du 21 février 1996 relative à la partie législative du Code Général des Collectivités Territoriales qui traite des droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU le Code Général des collectivités territoriales et notamment les articles L2213-1 à L2213-6 qui définissent les pouvoirs de police du maire dans l'agglomération pour toutes les catégories de voies.

VU le Code de la route et notamment les articles R110-1 qui régit l'usage des voies ouvertes à la circulation publique et R110-2 qui définit les sens de certains termes utilisés dans ce code, les articles R411-1 à R411-8 définissant les pouvoirs généraux de police sur les voies ouvertes à la circulation publiques autres que les autoroutes, les articles R411-25 à R411-28 qui traitent du respect de la signalisation routière,

VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière modifiée qui fixe les règles d'utilisation et d'implantation de la signalisation routière et notamment la 1ère partie (généralités - arrêté du 7 juin 1977) et la 8ème partie (signalisation temporaire - arrêté du 6 novembre 1992 modifié),

VU la demande de prolongation de l'arrêté municipal 127 - 2021, en date du 2 février 2022, de l'entreprise AB RESEAUX, représentée par M. Anouar BENARBIA (04 72 30 65 40), 4 chemin du Recou – 69520 GRIGNY, qui doit intervenir sur le domaine public, pour la création d'un réseau Telecom avec pose de plusieurs chambres pour la fibre optique, route de Mâcon, chemin des Curtils, Rue des Treize Vents et route de Cuet,

Considérant que pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des intervenants et des usagers de la voie, il y a lieu de prolonger la réglementation de la circulation des véhicules au droit des chantiers,

ARRETE

Article 1^{er} : En raison des travaux de création d'un réseau Telecom avec pose de plusieurs chambres pour la fibre optique route de Mâcon, Rue des Treize Vents et route de Cuet, la circulation de tous les véhicules s'effectuera sur chaussée rétrécie et sera régulée par un alternat par feux tricolores au lieu des travaux. Les dépassements sur l'emprise du chantier sont interdits quelles que soient les voies laissées libres à la circulation.

Article 2 : En raison des travaux de création d'un réseau Telecom avec pose de plusieurs chambres pour la fibre optique, chemin des Curtils, la circulation s'effectuera sur chaussée rétrécie et sera régulée par panneaux de type B15-C18 au lieu des travaux. Les dépassements sur l'emprise du chantier sont interdits.

Article 3 : La vitesse de tous les véhicules sera limitée à 30 km/h.

Article 4 : Les dispositions définies par les articles 1^{er}, 2 et 3 prendront effet le **3 février jusqu' au 25 février 2022.**

Article 5 : Selon les conditions de déroulement des travaux et leur avancement, cette réglementation pourra être levée préalablement à son expiration.

Article 6 : Une signalisation conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation sera fournie, mise en place et entretenue par l'entreprise AB RESEAUX, chargée des travaux, sous le contrôle des services techniques de la commune.

Article 7 : Le présent arrêté sera publié dans la commune de MONTREVEL-EN-BRESSE.

Article 8 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Lyon, 184 rue Duguesclin - 69433 Lyon Cedex 03, dans un délai de deux mois à compter de la date de publication.

Article 9 : Monsieur le Maire de la commune, Monsieur le Directeur Général des Services de la commune et Monsieur le Chef de la Brigade de gendarmerie, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 10 : Ampliation du présent arrêté sera adressée :

- A Monsieur le Chef de la Brigade de Gendarmerie de Montrevel-en-Bresse,
- Au Centre d'Incendie et de Secours de Montrevel-en-Bresse,
- Au Conseil départemental de l'Ain, Direction des routes, Agence routière Val de Saône-Bresse,
- A la Communauté d'Agglomération du Bassin de Bourg-en-Bresse, Direction de la voirie et des espaces publics et Direction de la gestion des déchets,
- Aux services techniques de la commune de Montrevel-en-Bresse,
- A l'entreprise AB RESEAUX.

Montrevel-en-Bresse, le 2 février 2022
Le Maire, Jean-Yves BREVET

